

Déclaration relative aux contributions politiques et au lobbying

À BMO, nous croyons que participer d'une façon responsable à des débats de politique publique sert les intérêts de nos clients, de nos actionnaires, de nos parties prenantes et des collectivités. Nous maintenons les normes éthiques les plus rigoureuses qui soient lorsque nous prenons part à ces activités – nous respectons le Code de conduite et les politiques et procédures internes de BMO, et nous nous conformons aux lois et règlements applicables partout où nous exerçons nos activités.

Contributions politiques

Depuis le 1^{er} novembre 2018, BMO n'utilise plus les fonds de l'organisation pour verser des contributions politiques à des partis ou à des candidats au Canada. Avant cette date, toutes les contributions politiques versées au Canada au nom de BMO ont été faites dans le respect des lois applicables et ont été déclarées comme il se devait (voir la section Rapports plus loin dans le document).

Aux États-Unis, BMO n'utilise pas les fonds ou les ressources de l'organisation pour verser des contributions à des candidats ou à des comités de partis fédéraux, étatiques ou locaux.

La loi américaine interdit à BMO Bank N.A. de contribuer à des élections fédérales, étatiques et locales.

Surveillance de la gouvernance et de la gestion

Le [Code de conduite](#) de BMO régit notre engagement politique et exige de nous que nous observions les lignes directrices juridiques, réglementaires et internes à cet égard, y compris concernant l'utilisation des fonds de l'organisation dans le but de soutenir des candidats, des campagnes et des comités ou d'autres groupes politiques. Le Code établit clairement que certains employés peuvent se voir imposer des restrictions supplémentaires quant à leurs contributions politiques individuelles.

Les politiques et procédures de BMO régissent nos interactions avec les agents publics, dont celles concernant les cadeaux et les divertissements, les contributions politiques, la subornation et les déclarations publiques que nous sommes tenus de faire. L'Énoncé en matière de lutte contre la corruption et la subornation de BMO se trouve [sur notre site Web](#).

L'équipe des relations avec les administrations publiques de BMO gère les enregistrements des lobbyistes de l'organisation et fait le suivi des communications à des fins de lobbying entre les employés de BMO et les représentants du gouvernement pour les besoins de la production de rapports.

Chaque année, tous les employés suivent la formation obligatoire sur le Code de conduite, qui traite des principes de la lutte antisubornation et anticorruption, et notamment de la gestion des conflits d'intérêts. La formation rappelle l'importance de repérer les conflits d'intérêts potentiels, notamment en ce qui a trait aux activités externes qui comportent un engagement politique.

Comités d'action politique aux États-Unis

BMO Financial Corp. (notre société de portefeuille bancaire aux États-Unis) parraine deux comités d'action politique, qui sont inscrits auprès de la U.S. Federal Election Commission : 1) le BMO Financial Corporation Good Governance Fund – Federal, et 2) le BMO Financial Corporation Good Governance Fund – General. Ces comités sont financés par des contributions volontaires de la part d'employés admissibles et leurs activités sont supervisées par un conseil d'administration. Les comités d'action politique de BMO Financial Corp. sont bipartites, c'est-à-dire que leurs contributions visent à appuyer des candidats ou des comités politiques dont les priorités correspondent à celles de BMO Financial Corp. et non pas aux préférences ou priorités politiques des cadres supérieurs. BMO Financial Corp. n'est affilié à aucun « super comité d'action politique », n'exploite pas de comité de cette nature et ne verse pas de contributions à ce genre de comité.

Comme l'exige la loi, les contributions à des comités d'action politique sont déclarées à la Federal Election Commission et aux commissions électorales locales ou étatiques compétentes. Elles peuvent en outre être consultées par le grand public dans la section Rapports du présent document.

Lobbying

BMO participe à des débats de politique publique sur des enjeux qui ont une incidence sur ses activités et qui sont importants pour ses actionnaires, ses clients et ses employés. Notre équipe Relations avec les administrations publiques gère les activités de lobbying et surveille nos interactions avec les agents publics concernant la politique publique. Les rapports sur nos activités de lobbying sont régis par nos politiques et procédures internes, ainsi que par les lois fédérales, provinciales, étatiques et locales.

Nous communiquons avec les agents publics de façon ouverte et transparente. Nous respectons la lettre et l'esprit de la loi, conformément à notre Code de conduite et à nos politiques et procédures en matière de lutte contre la corruption.

Dans le cadre de notre stratégie de mobilisation globale auprès des représentants élus et des parties prenantes du gouvernement au Canada et aux États-Unis, nous pourrions aborder des sujets liés à la politique climatique et à la finance durable, d'une manière conforme à nos obligations légales et aux objectifs de politique climatique de l'Accord de Paris, tels qu'ils sont mis en œuvre par les décisions stratégiques des gouvernements dans les territoires où nous exerçons nos activités.

Dans les territoires où la loi l'y oblige, BMO déclare dans un registre ses activités de lobbying. Il doit à cette fin divulguer les sujets pouvant faire l'objet de discussions avec des agents publics et, dans certains cas, préciser à quel moment les réunions ont lieu. Au Canada, nous sommes actuellement inscrits en tant que lobbyiste auprès du gouvernement fédéral, de la province de l'Ontario, de la province de la Colombie-Britannique et de la ville de Toronto. BMO est inscrit pour ses activités de lobbying dans plusieurs territoires des États-Unis, notamment le gouvernement fédéral et dans l'État de la Californie, l'État de l'Illinois, l'État de l'Arizona et la ville de Chicago.

Au Canada, les rapports mensuels sur les activités de lobbying auprès des instances fédérales sont déposés auprès du Commissariat au lobbying du Canada. La liste des communications devant faire l'objet d'un enregistrement se trouve sur le [site Web du Commissariat au lobbying](#). Aux États-Unis, nous déposons des rapports sur nos activités de lobbying auprès des instances fédérales, conformément aux exigences de la loi. Dans ces rapports figurent les dépenses trimestrielles liées aux activités de lobbying, les enjeux en faveur desquels nous faisons pression et les noms des personnes enregistrées pour faire du lobbying pour BMO. Ces divulgations se trouvent à l'adresse <https://lda.senate.gov/system/public/> (en anglais seulement).

Associations commerciales et commandites

BMO est membre d'associations commerciales qui représentent le secteur des services financiers et le milieu des affaires en général. Ces associations peuvent interagir avec des représentants

du gouvernement en ce qui a trait à des questions de politique publique. Le fait que BMO soit membre de ces associations ou qu'il leur apporte son soutien financier ne signifie pas forcément qu'il appuie leurs positions sur certaines questions. Lorsque nos positions ne concordent pas, nous exprimons nos préoccupations, au besoin, par l'intermédiaire des représentants de BMO qui participent à ces groupes ou en les faisant connaître publiquement, lorsque c'est nécessaire. Cela comprend les changements climatiques, qui reflètent notre soutien aux objectifs de l'Accord de Paris, tels qu'ils peuvent être mis en œuvre par les décisions stratégiques des gouvernements dans les territoires où nous exerçons nos activités.

Nous divulguons notre adhésion à des associations qui font de la promotion moyennant des cotisations annuelles de 50 000 \$ ou plus payées par BMO Financial Corp. ou BMO É.-U.¹ :

- American Bankers Association
- Bank Policy Institute
- Conseil canadien des affaires
- California Bankers Association
- Association des banquiers canadiens
- Chambre de commerce du Canada
- Coalition canadienne pour une bonne gouvernance
- Échange canadien de menaces cybernétiques
- Colorado Bankers Association
- Consumer Bankers Association
- Finance Montréal
- Illinois Bankers Association
- Indiana Bankers Association
- Institute of International Bankers
- Institute of International Finance
- International Swaps and Derivatives Association
- Association canadienne des institutions financières en assurance
- The Clearing House
- Toronto Region Board of Trade
- Wisconsin Bankers Association

Rapports

a) Rapports annuels

La transparence est essentielle au maintien de la confiance de nos parties prenantes. BMO et ses sociétés affiliées ont déclaré les contributions politiques versées avant le 1er novembre 2018 et les activités de lobbying qu'ils ont menées, et ont respecté les lois applicables. BMO publie en outre une Déclaration annuelle qui fait état de son apport à l'économie et à la société canadiennes. La Déclaration annuelle et notre Rapport climat et durabilité résument notre performance en matière de développement durable et nos engagements envers nos parties prenantes, conformément à nos obligations réglementaires ainsi qu'aux normes comptables internationales et aux pratiques de l'industrie.

Nous revoyons continuellement nos pratiques et dialoguons avec nos parties prenantes pour mieux comprendre leurs demandes et y répondre. De plus, nous produisons des rapports publics, en conformité avec les exigences réglementaires au Canada et aux États-Unis, comme il est mentionné ci-dessous.

b) Rapports sur les contributions politiques au Canada (avant le 1^{er} novembre 2018)

Pour en savoir plus sur les contributions politiques versées avant le 1^{er} novembre 2018, selon la province, suivre les liens ci-dessous :

- **Colombie-Britannique** : <https://contributions.electionsbc.gov.bc.ca/pcs> (en anglais seulement).
- **Alberta** : Les dons d'entreprise sont interdits depuis le 15 juin 2015 (les contributions des années précédentes se trouvent à l'adresse <https://efpublic.elections.ab.ca/efContributorSearch.cfm?MID=CT> (en anglais seulement).
- **Saskatchewan** : <https://www.elections.sk.ca/candidates-political-parties/electoral-finance/> (en anglais seulement)
- **Manitoba** : Les dons d'entreprise ne sont pas autorisés.
- **Ontario** : Les dons d'entreprise sont interdits depuis le 1^{er} janvier 2017 (les contributions des années précédentes se trouvent à l'adresse <https://www.elections.on.ca/fr.html>).
- **Québec** : Les dons d'entreprise ne sont pas autorisés.
- **Nouveau-Brunswick** : <https://www.electionsnb.ca/content/enb/fr/financement-politique/rapport-de-l-etat-des-rapports-financiers.html>
- **Île-du-Prince-Édouard** : <https://www.electionspei.ca/index.php?number=1046908>
- **Nouvelle-Écosse** : Les dons d'entreprise ne sont pas autorisés.
- **Terre-Neuve-et-Labrador** : <https://www.elections.gov.nl.ca/elections/candidates/contributions.html> (en anglais seulement)

c) Rapports sur les activités de lobbying au Canada

Pour en savoir plus sur les sujets pour lesquels nous menons des activités de lobbying, suivre les liens ci-dessous :

- **Administration fédérale** : <https://lobbycanada.gc.ca/app/secure/ocl/lrs/do/advSrch?lang=fra>
- **Ontario** : <https://lobbyist.oico.on.ca/Pages/Public/PublicSearch/Default.aspx>
- **Colombie-Britannique** : [Lobbyists Registry - Lobbyists Registry - Office of the Registrar or Lobbying of BC](#) (en anglais seulement)
- **Toronto** : <http://app.toronto.ca/lobbyistsearch/disclaimer.do> (en anglais seulement)

d) Rapports sur les contributions politiques aux É.-U.

Pour en savoir plus sur les contributions politiques effectuées par l'intermédiaire des comités d'action politique de BMO, suivre les liens ci-dessous :

- **Contributions aux candidats fédéraux** : www.fec.gov (en anglais seulement)

Contributions aux candidats des États :

- **Site Web de l'Illinois State Board of Elections** : www.elections.il.gov (en anglais seulement)
- **Site Web de la Wisconsin Ethics Commission** : cfis.wi.gov/ (en anglais seulement)

e) Rapports sur les activités de lobbying aux États-Unis

- **Administration fédérale** : <https://soprweb.senate.gov/index.cfm?event=selectfields> (en anglais seulement)
- **Californie** : <https://cal-access.sos.ca.gov/lobbying/> (en anglais seulement)
- **Illinois** : <https://apps.ilsos.gov/lobbyistsearch/> (en anglais seulement)
- **Arizona** : <https://seethemoney.az.gov/> (en anglais seulement)
- **Ville de Chicago** : https://webapps1.chicago.gov/elf/public_search.html (en anglais seulement)

Émission : Octobre 2011

Mise à jour : Août 2025